

47, QUAI DES GRANDS AUGUSTINS  
75006 PARIS (FRANCE)

tél. (1) 633.42.47  
ccp. 1248.74.N Paris

DU MARDI AU VENDREDI:  
9H-12H / 14H-18H30

D 715 ARGENTINE: MENACES AU PRIX NOBEL DE LA PAIX

Depuis l'attribution du prix Nobel de la paix 1980 (cf. DIAL D 675), Adolfo Pérez Esquivel poursuit inlassablement son travail de rencontres multiples à travers toute l'Amérique latine.

Lors d'un passage au Brésil, en janvier 1981, Adolfo P. Esquivel avait fait l'objet d'une mesure vexatoire d'interpellation policière (cf. DIAL D 711). Rentré en Argentine, il vient de faire l'objet de menaces plus redoutables pour lui-même, sa femme et ses enfants. On lira ci-dessous le communiqué du 20 mai 1981 émanant du "Service paix et justice" dont il est le responsable.

C'est le lieu de signaler la sortie en France de son livre intitulé "Le Christ au poncho - Suivi de témoignages de luttes non-violentes en Amérique latine" (Editions du Centurion).

Note DIAL

Buenos Aires, Argentine  
Le 20 mai 1981

Servicio Paz y Justicia en Amérique latine veut, par cette lettre circulaire, porter à votre connaissance une série de faits à caractère d'intimidation ou de répression dont nous sommes la cible. Nous ne doutons pas un seul instant que ces faits font partie d'une campagne menée contre le travail du lauréat du Prix Nobel de la paix et de Servicio Paz y Justicia en Argentine.

Les faits sont les suivants:

- Provocations et menaces envers Adolfo Pérez Esquivel, qui ont augmenté récemment, jusqu'à prendre une tournure alarmante et mettre en danger la sécurité de sa famille, puisque même ses enfants ont été menacés.
- Le 14 mai, alors que Joan Baez devait donner une conférence de presse dans nos bureaux, Pérez Esquivel, accompagné de son fils Leonardo, put voir, en arrivant, trois personnes en voiture qui au même moment se dirigèrent vers lui et sortirent leurs armes. Pérez Esquivel fit demi-tour et ne revint que plus tard.
- Quand il revint au secrétariat, il découvrit sur une fenêtre un paquet avec des fils métalliques. Il informa la police, qui informa la brigade de déminage. Ceux-ci arrivèrent très vite sur place, firent évacuer le bâtiment et détournèrent la circulation.
- Notre téléphone a été coupé, non depuis le central, mais par quelqu'un qui est venu sur notre balcon et a sectionné les fils.
- Sur ordre du ministère de l'intérieur, une table ronde qui avait été organisée fut interdite. Cinq autres organisations de défense des droits

de l'homme avaient été invitées à y participer pour discuter de la question des personnes arrêtées et disparues dans notre pays; cette réunion devait avoir lieu dans nos bureaux et des personnalités des secteurs les plus représentatifs des milieux politiques, culturels, syndicaux et religieux étaient les principaux intervenants.

- Cinq membres de notre secrétariat, Carlos Acuña, Claudio Lozano, Mónica Scagliotti, Hernan Guggiari et Sergio Lozano, ont été arrêtés à la fin d'une semaine de manifestation silencieuse pour la réapparition des personnes arrêtées et disparues, le 28 mai sur la Place de Mai. Neuf autres ont été emmenés avec eux au commissariat de police 2, pour être interrogés. Les cinq personnes arrêtées ont été relâchées après vingt-quatre heures.

En lien avec ce dernier fait, nous tenons à déclarer:

- 1) que les membres de notre groupe qui ont été arrêtés ne l'ont pas été au hasard; chacun d'entre eux a été signalé individuellement par les agents de la sécurité fédérale (Service d'information de la police);
- 2) qu'ils ont été soumis à des interrogatoires longs et répétés, en lien principalement avec leur travail à Servicio et les activités de Pérez Esquivel;
- 3) qu'il est devenu évident que les officiels chargés de l'enquête connaissent parfaitement nos amis arrêtés;
- 4) que cette sorte d'interrogatoire n'a rien à voir avec la procédure légale d'enquête.

Pour cette raison, nous demandons à toutes les organisations et personnes qui estiment notre tâche importante, d'exprimer leur solidarité avec notre travail, maintenant sérieusement menacé, comme cela ressort clairement des faits mentionnés ci-dessus. Nous voulons particulièrement souligner le fait que cette situation met en doute le prétendu processus de démocratisation du gouvernement; en effet, les organisations et groupes de défense des droits de l'homme dans notre pays sont entravés dans leur liberté de circulation et leur droit à l'expression.

Nous vous suggérons de prendre les mesures suivantes:

- A. Envoi de lettres de protestation aux autorités nationales (avec copie à Servicio Paz y Justicia)
- B. Diffusion de l'information concernant ces problèmes, ainsi que la situation dont ils découlent.

Nous vous remercions par avance de tout ce que vous pourrez faire.  
Un salut fraternel à vous tous.

Adolfo Pérez Esquivel  
Coordonnateur de Servicio Paz y Justicia  
Mexico 479, Cod. 1097  
Buenos Aires  
ARGENTINE

(Diffusion DIAL)

---

Abonnement annuel: France 210 F - Etranger 245 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441